

## Enfants retenus en Syrie : les avocats des familles attendent beaucoup d'Éric Dupond-Moretti

par PLANA RADENOVIC

Éric Dupond-Moretti avocat s'est publiquement dit favorable au rapatriement des enfants et de leurs mères, français, retenus dans des camps en Syrie. Il n'en fallait pas plus pour susciter l'envoi de lettres enjoignant le nouveau ministre à lier les actes à la parole, de la part de M<sup>es</sup> Dosé et Boudi notamment. En parallèle, M<sup>e</sup> Dosé et deux parlementaires ont été reçus mardi par la conseillère justice de l'Élysée pour évoquer ce sujet.



Eric Dupond-Moretti s'est publiquement dit favorable au rapatriement des enfants et de leurs mères retenus dans des camps en Syrie. (Sipa)

Ils lui enjoignent de lier sa parole passée d'avocat pénaliste à ses actes futurs de ministre de la Justice. Cette semaine, le nouveau Garde des Sceaux a reçu plusieurs lettres, de la part d'avocats et de parlementaires qui se battent depuis des mois, voire des années, pour que la France rapatrie ses ressortissants, femmes et enfants qui se trouvent retenus par les Kurdes dans les camps du Nord-Est syrien. « *Votre nomination est un immense vent d'espoir pour les familles de ces Français* », écrit M<sup>e</sup> Nabil Boudi, dans une lettre à Eric Dupond-Moretti jeudi 9 juillet. « *Comme vous le savez, appuie M<sup>e</sup> Marie Dosé dans une autre missive mardi 7 juillet, un peu plus de deux cents enfants français (dont les 2/3 ont moins de 6 ans) et leurs mères sont détenus dans des conditions dramatiques depuis des mois pour certains et des années pour d'autres.* » M<sup>e</sup> Boudi décrit les « *conditions indignes et inhumaines* » dans lesquelles ces citoyens français se débattent pour survivre : « *l'extrême précarité des*

*installation* », la menace des bombardements, des différentes épidémies dont le Covid-19 et la criminalité.

Or, comme M<sup>e</sup> Dosé ne manque pas de le rappeler à son ancien confrère, le nouveau ministre s'est « *publiquement prononcé à plusieurs reprises en faveur du rapatriement de tous nos ressortissants majeurs et mineurs* ». « *En février 2019 et dans un autre rôle, vous aviez pris une position importante, ferme et claire en faveur d'un tel rapatriement rapide de tous les Français détenus en Irak, en Syrie et au Kurdistan* », plaide aussi M<sup>e</sup> Boudi.

Éric Dupond-Moretti garde des Sceaux réussira-t-il à faire infléchir la doctrine du rapatriement « au cas par cas » promue par le Gouvernement jusqu'à présent ? En tout cas, les choses semblent déjà s'infléchir quelque peu. M<sup>e</sup> Dosé a été reçue mardi dernier à l'Élysée par la magistrate **Hélène Davo**, conseillère Justice d'**Emmanuel Macron**, en compagnie du sénateur PCF **Pierre Laurent** et du député UDI **Pierre Morel-A-Lhuissier**. Ce dernier, avocat de profession, s'est d'ailleurs lui aussi fendu d'un courrier à Éric Dupond-Moretti mercredi 8 juillet, sur le ton du confrère : « *Comme vous et de nombreux autres avocats qui font honneur à la robe noire, je me suis exprimé en faveur du rapatriement de tous nos ressortissants majeurs et mineurs, pour qu'ils ne deviennent pas les auteurs des attentats de demain.* » Quant à Pierre Laurent, il va faire partir sa propre lettre dans les prochains jours pour que le dossier « soit remis sur la table ». Du rendez-vous avec Hélène Davo, n'en ressort rien de concret mais le sentiment que « *la sensibilité au dossier évolue* », veut croire le sénateur.

Marie Dosé et les deux parlementaires demandent à Éric Dupond-Moretti de solliciter auprès du Premier ministre **Jean Castex** l'inscription de ce sujet à l'ordre du jour du prochain conseil de Défense « *qui se tiendra donc en votre présence* », écrit l'avocate qui demande aussi à être reçue place Vendôme « *dans les meilleurs délais* ». ■